

Arrestations massives de jeunes qui auraient participé aux manifestations

France 24, 23/09/2015 Burundi : vague d'arrestation de "jeunes contestataires" La police a procédé ces dernières semaines à des coups de filet à Bujumbura et en province. Selon nos Observateurs, ces arrestations visent principalement des jeunes qui auraient participé aux manifestations anti-troisième mandat, ce que refuse la police burundaise. L'une de ces arrestations a été filmée. Mercredi dernier, plusieurs dizaines de jeunes adultes ont été arrêtés au centre-ville de Bujumbura. La scène a été filmée par un passant. On y voit un très jeune homme qui résiste et se débat alors que les policiers tentent de l'embarquer.

Ces arrestations font suite au mouvement de contestation initié après l'annonce du président burundais, Pierre Nkurunziza, de se présenter pour un troisième mandat. La répression de ces manifestations avait fait au moins 70 morts et 500 blessés entre mai et août dernier. "Mieux vaut être vieux ici. Tout jeune est en danger en ce moment" Gilbert (pseudonyme) a assisté à des arrestations la semaine dernière à Bujumbura. « Ça s'est passé près du central, à un arrêt de bus fréquenté par les étudiants. Le garçon malmené a une quinzaine d'années. Il a été rare à se débattre, leur demandant la raison de son arrestation. Personne ne lui a répondu, et la police l'a finalement embarqué. À Bujumbura, entre amis, on essaie d'en rigoler en se disant qu'il vaut mieux vieillir vite ici car tout jeune est en danger. Mais la situation est grave : toutes les semaines, on voit ce type d'arrestations dans des foyers de la contestation contre le président burundais : Musaga, Mutakura, Ngagara... Certains parents sont effrayés et ne laissent plus leurs enfants sortir de peur qu'ils soient arrêtés arbitrairement. » Cette scène n'est pas un cas isolé. Me septembre, à Gitega, dans la deuxième ville du pays, à l'est de Bujumbura, la police a annoncé l'arrestation de 15 personnes. La grande majorité sont des adolescents qui affirment qu'ils se rendaient dans le sud du pays pour y chercher du travail. Le gouverneur local a toutefois justifié les arrestations en expliquant qu'un déplacement en groupe aussi important était "louche". Selon RFI, des scènes similaires ont également eu lieu à Makamba, dans le sud du pays, où une trentaine de personnes ont été arrêtées. "Il n'y a pas d'arrestations massives" - Pierre Nkurikiye, porte-parole de la police du Burundi Le porte-parole de la police du Burundi, Pierre Nkurikiye, joint par France 24, nie toute arrestation massive : « L'intervention policière du mercredi 16 septembre près du grand marché [filmée ci-dessus] était un simple contrôle d'identité. Cela se fait fréquemment car l'endroit est fréquenté par beaucoup de personnes en irrégulière et constitue un véritable marché noir d'objets volés. Ils ont été arrêtés par la suite relâchés. Il y a eu des anomalies opérées par la police ces derniers jours. » Pour contester cette version, des photos de véhicules de la gendarmerie bondés circulent sur les réseaux sociaux. Sur celle-ci, on voit des personnes arrêtées le 17 septembre dans les rues de la capitale. "La police vise les endroits où se réunissent les jeunes, arrêts de bus ou bars branchés" Aimable (pseudonyme) est actif dans la société civile à Bujumbura. « Pour nous, la police ratisse large sous couvert de simples contrôles d'identité, dans des lieux comme des arrêts de bus ou des bars branchés où ils ont une chance de trouver des jeunes entre 15 et 25 ans. Au mieux, ils les trouvent et les corrigent. Et en tout cas ils dissuadent les autres de continuer à manifester. Dans certains quartiers et en province, il faut avouer que la rébellion pacifique s'est transformée en guérilla, [avec notamment l'assassinat d'au moins 7 membres du CNDD-FD, parti de Nkurunziza, en juillet et août ou l'attentat contre le général Adolphe Nshimirimana le 2 août dernier, NDLR]. Mais ce contexte sert d'excuse pour réprimer. Pour moi, on peut parler de rafles pour intimider les plus jeunes, qui aspirent à un changement de régime. » Des cas de tortures consécutifs à ces arrestations ? Si la plupart de ces personnes arrêtées sont finalement libérées, des associations de la société civile font le lien entre ces arrestations et de récentes découvertes macabres. "Nous craignons que ces arrestations arbitraires soient une méthode pour éliminer des leaders contestataires identifiés par les services de renseignements burundais" estime Léonard Nyangoma, président du Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha et la restauration de l'état de droit (CNARED). Des cadavres de jeunes hommes ont été retrouvés ces dernières semaines, comme lundi dernier dans le nord de Bujumbura, sans que le lien entre les arrestations et ces disparitions ne soient pour l'instant avérés. Joint par France 24, le Haut Commissariat au droit de l'Homme (OHCHR) confirme avoir été informé de cas de torture et de détention arbitraire consécutifs à des arrestations massives. "Nous avons fait part de nos préoccupations aux autorités burundaises" explique-t-on à Genève. En août dernier, au moins soixante cas d'arrestations et de tortures par les services de renseignements burundais avaient été documentés par l'ONU. ARTICLE CRIT EN COLLABORATION AVEC Alexandre Capron, Journaliste francophone